

Shul'hyn, Oleksander
L'Ukraine, la Russie et
les puissances de l'Entente

L'UKRAINE, LA RUSSIE

ET LES

PUISSANCES DE L'ENTENTE

EXPOSÉ POLITIQUE

DE

L'EX-MINISTRE UKRAINIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ALEXANDRE CHOULGUINE

BERNE 1918

L'UKRAINE, LA RUSSIE

ET LES

PUISSANCES DE L'ENTENTE

L'UKRAINE, LA RUSSIE

ET LES

PUISSANCES DE L'ENTENTE

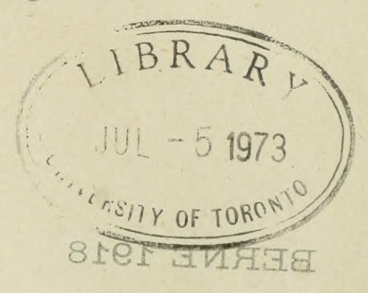
EXPOSÉ POLITIQUE

DE

L'EX-MINISTRE UKRAINIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ALEXANDRE CHOULGUINE

BERNE 1918


LIBRARY
JUL - 5 1973
UNIVERSITY OF TORONTO

INTRODUCTION

A l'époque du régime de la Rada Centrale Ukrainienne à Kiev, les fonctions de Ministre des affaires étrangères étaient remplies par M. Alexandre Choulguine, un des plus éminents hommes d'Etat de l'Ukraine.

Alexandre Choulguine entretenait des rapports amicaux avec les représentants des Puissances de l'Entente qui se trouvaient à cette époque en Ukraine, et il a exprimé ses vues et ses opinions dans plusieurs publications de valeur qui méritent d'être rappelées à l'opinion publique européenne au moment actuel.

Nous extrayons de la quantité de déclarations de cet homme d'Etat deux articles sur la Russie, l'Ukraine et les Puissances de l'Entente, auxquels nous joindrons les documents concernant la reconnaissance de l'Etat ukrainien comme nation souveraine.

Ces déclarations forment un tout avec les déclarations officielles faites par la France et la Grande-Bretagne à la même époque.

Les éditeurs espèrent que cette petite brochure obtiendra l'attention des milieux compétents des Puissances de l'Entente, attention qu'elle mérite pleinement vu son actualité.

Berne, Novembre 1918.

I

LA RUSSIE ET LA RÉVOLUTION

I

Vers la fin du premier millénaire après J.-C. un nouvel Etat apparut à l'est de l'Europe. C'était à l'époque illustre de Kiev et de Novgorod.

Mais la situation ne tarda pas à changer. Il semblait que toute l'Europe orientale, sous la pression de divers peuples nomades et surtout après les dévastations tartares, perdait petit à petit et l'une après l'autre toutes ses capacités de vie culturelle et politique.

C'est à ce moment, au milieu de ce désastre, que Moscou fit son apparition, là-bas, vers le nord, dans la contrée la plus sauvage et la plus abandonnée. Les princes s'efforcèrent de poser les fondements d'une organisation politique de quelque chose qui ressemblât, même de très loin, à un Etat. Les Slaves de cette région, s'adaptant aux conditions de la vie locale et se mélangeant aux tribus indigènes finnoises, créèrent le type du « velikorousse » (grand russe) pacifique, mais aussi très obstiné dans la poursuite de ses desseins.

Pendant que l'Ukraine, dévastée à tout instant, soit par ses voisins plus civilisés de l'Occident, soit par les Tartares

de Crimée, s'efforçait de se reconstituer en Etat, la Moscovie jouissait d'une certaine tranquillité. Les Tartares qui, à un moment donné, constituèrent une grande menace pour le nord, y perdirent enfin le reste de leurs forces et s'éparpillèrent de tous les côtés. La Moscovie n'avait rien à redouter non plus de la part de l'Etat russo-lituanien et de Novgorod. Ainsi, sa puissance s'affermit et elle parvint bientôt à former un Etat puissant, qui réunit sous son sceptre les principautés voisines, même celle de Novgorod, avec toute la région septentrionale et une partie de la Lithuanie qu'elle ne tarda pas à annexer. Elle ne craignait pas non plus le voisinage des Allemands de Livonie, auxquels Ivan le Terrible porta en son temps un coup décisif. Seules la Pologne et la Suède restaient encore sur son chemin, cherchant l'occasion de retenir l'expansion du jeune Etat oriental. Il arriva même qu'à l'époque des « troubles » ils la dominèrent presque totalement. Mais quelque temps après, la Pologne étant arrivée à l'extrême limite de sa décomposition, tout danger de ce côté se trouva écarté. Quant à la Suède, vers le début du XVIII[e] siècle, elle n'était plus à même de lutter contre un Etat aussi immense et aussi fort que l'était la Moscovie à cette époque. La Suède passant parmi les puissances de second rang, la Pologne tombant en déchéance, l'Allemagne divisée en de multiples principautés, et n'osant pas se mesurer avec les tsars de la Russie, mais cherchant au contraire leur appui, la Moscovie qui s'appelait déjà l'« Empire de Russie » se trouva définitivement libérée de tous ses ennemis extérieurs. Cet énorme Etat s'étendait de la mer Noire à la mer Blanche, de l'océan Pacifique à la Baltique. Que de peuples et de régions il avait déjà engloutis, parmi lesquels l'Ukraine, qui s'était jointe libre-

ment à lui pensant vivre d'égal à égal. La Russie jouissait d'un certain bien-être assez enviable, ce qu'on n'aurait pu dire des peuples qui la composaient ; ses fondements paraissaient, dans tous les cas, solides et bien établis.

De temps en temps elle subissait, il est vrai, quelques revers : une fois avec Napoléon, une autre fois avec la Crimée, dans les Balkans et enfin avec le Japon, souvenirs forts désagréables. Toutefois, c'était quelque chose de passager et la Russie reprenait bien vite sa bonne humeur et sa bonne santé. C'est aujourd'hui seulement que vient de sonner la dernière heure pour l'Empire de toutes les Russies et peut-être même pour la Moscovie proprement dite, de beaucoup plus limitée.

Or, en Occident, au centre même de l'Europe, une autre grande puissance venait de se former, et les tsars de Russie craignant non sans raison les fantômes des révolutions, des républiques et de toutes sortes de constitutions, appuyaient les princes de l'Allemagne et surtout les rois de Prusse, voyant en eux cette force répressive qui pourrait, à l'occasion, leur prêter main forte contre la révolution. Ainsi ils ne s'opposèrent jamais à l'union des principautés allemandes en un puissant ensemble, bien que cette union fût tout à fait contraire aux intérêts de la Russie. On se rappelle comment Pierre III alla même jusqu'à sauver la Prusse gravement atteinte et menacée d'une mort prématurée. Alexandre II, de son côté, ne voulut pas aider la France dans sa lutte malheureuse avec l'Empire du centre, qui venait seulement de se constituer.

Les anciens tsars de Russie ne remarquèrent pas à temps l'alliance intime qui s'était faite entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, Etats jusqu'alors adversaires et ennemis.

Il est vrai que la Russie se ressaisit peu à peu et se mit à chercher des alliés à l'ouest de l'Europe... Mais il était déjà trop tard. La guerre mondiale et la lutte contre un voisin réellement fort montrèrent que la puissance de la Russie était éphémère, que la Moscovie n'avait réussi qu'à former, à certaines conditions favorables, un Etat dont les parties, en apparence unies, n'étaient pas liées entre elles et que cet Etat devait ou bien être transformé en un autre organisme plus approprié aux conditions intérieures, ou bien être démembré selon les éléments hétérogènes qui le constituaient.

Autrefois, les théoriciens chauvins de la Moscovie des XV-XVIe siècles enseignaient que la première Rome ayant été déchue, la deuxième Rome, Byzance, étant tombée elle aussi en déchéance à cause de ses péchés, Moscou était la troisième Rome après laquelle une quatrième devenait impossible... Mais cette troisième Rome est tombée comme les deux premières, et une nouvelle histoire commence à l'est de l'Europe.

II

La Russie est un pays où la centralisation a pris des proportions inimaginables. Et cette centralisation n'est pas uniquement administrative, elle pénètre aussi dans toutes les circonstances de la vie russe.

Qui connaît l'aspect des paysages russes se rappellera ces immenses forêts, interrompues par des champs non moins vastes d'un aspect triste et uniforme; aux champs succèdent les marais et de nouveau des forêts sans fin.

Quelques villages dispersés çà et là, quelques hameaux apparaissent soudain à l'horizon, tristes, noirs. Tel le nord de la Russie. Quant aux villes de districts, on sait ce qu'elles représentent au milieu des vastes plaines de la terre des tsars ; la pauvreté, l'indigence... Le chef-lieu de département n'en diffère pas beaucoup ; ce sont les mêmes maisons entourées de petits jardins. Les rues, en général, ne sont pas pavées, sauf au milieu, et encore dans les rues principales. Les paliers, s'il y en a, sont en bois. Les places de marché sont toujours très sales. La pluie formant au milieu des rues et des places des flaques d'eau, les porcs y trouvent leur plus grand bonheur, ce qui fait encore le pittoresque des villes russes, autrement si déconcertantes... Tout cela est l'extérieur. Passons maintenant à la vie intérieure.

Pour s'en faire une idée exacte, il faudrait lire Tchekow. C'est une erreur de croire que Tchekow n'a retracé dans ses écrits que les mœurs des années 80 et 90. Son œuvre est beaucoup plus vaste et plus importante qu'on ne le croit généralement. Le « spleen » ou hypocondrie, l'abattement moral, l'inactivité, l'absence de tout ressort vital, tous ces traits si bien représentés dans l'œuvre de Tchekow, caractérisent admirablement la province russe. Un jeune Russe ayant fait ses études dans une des villes universitaires, était saisi d'effroi lorsque le sort l'envoyait en province, où il était sûr de périr d'ennui. Il s'efforçait par tous les moyens de rester dans un de ces centres si renommés pour leurs palais somptueux, leurs musées, leurs théâtres, et pour tous les trésors de leur vie intellectuelle. Mais là, comme partout ailleurs, les biens matériels autant que spirituels

n'étaient pas partagés d'une manière égale entre les divers centres. Pétersbourg et Moscou en accaparaient la plus grande partie et ce n'est pas en vain que *Les trois sœurs*, de Tchekow, nous sont représentées soupirant dans un coin après Moscou...

Cette centralisation à la fois intellectuelle et matérielle n'était pas exclusivement géographique. Tout comme Pétersbourg et Moscou qui dominaient l'énorme pays, il y avait aussi une classe privilégiée et relativement peu nombreuse d'intellectuels et de gens aisés qui jouissaient, à eux seuls, des fruits de cette civilisation. Certes cette classe était suffisamment nombreuse pour former au besoin un noyau important d'où aurait pu surgir une énergie civilisatrice capable d'élever le niveau intellectuel du pays et de hâter la marche du progrès, mais cela n'eut pas lieu et des millions de personnes restèrent dans l'obscurité la plus complète et à l'état demi sauvage. On peut se demander comment ces deux classes, si différentes, si opposées, purent vivre côte à côte.

La classe intellectuelle avait ses traditions, une idéologie très haute, une littérature et une musique très appréciées dans le monde entier. Elle atteignit à un haut degré dans le domaine de la science. Mais sorti de la serre chaude de Pétersbourg, on se trouvait dans le « royaume des ténèbres », selon l'expression de Dobrolioubov. Le drame de l'homme « inutile » était continuel en Russie. Dès qu'un intellectuel tentait de se rapprocher du peuple il se persuadait aussitôt qu'il lui était complètement étranger et inutile.

Le peuple dominateur grand-russe souffrait lui-même de la centralisation, mais les Ukrainiens, habitants de l'empire des tzars, en souffraient encore bien davantage. Cepen-

dant, ce ne sont pas eux qui héritent, à l'heure actuelle de l'histoire, de ce centralisme intellectuel et matériel, mais le nord, la Grande-Russie... « La troisième Rome » chancelle et n'est peut-être pas loin de l'abîme. Pour les intellectuels et les patriotes de la Grande-Russie, cette chute serait tragique.

III

La mentalité de l'intellectuel russe se base sur l'idée de la grandeur illimitée de la Russie. Très souvent pénitent, pleurant sa propre incapacité, découragé et condamné perpétuellement par sa conscience (traits pathologiques, conséquence du système russe), l'intellectuel russe reste cependant très patriote au fond de l'âme. Et si ce patriotisme n'est pas national, il est en tout cas impérialiste et territorial. Voilà pourquoi nous avons vu la classe intellectuelle marcher côte à côte avec son ancien ennemi le tsarisme.

De même l'intellectuel russe a toujours été l'ami du peuple et a cherché à venir en aide au paysan et à l'ouvrier. Il a porté haut l'idée du socialisme et de la délivrance universelle et s'est lancé sans réserve dans la Révolution. Mais les obstacles et la déception le guettaient de tous côtés.

La guerre a ébranlé la Russie et avec elle tous ses projets, tels que la défaite de l'Allemagne et la prise de Constantinople, qui étaient en réalité les véritables buts de l'Etat russe. Tous les essais de s'en défaire sont restés sans résultat. Ce n'est pas en vain qu'un de ces intellectuels « pénitents », M. J.-O. Levine, a écrit dans le « Rouskaïa Mysl » les lignes suivantes : « Il est inutile de dire que cette tâche répond réellement aux besoins de la Russie et que

l'existence de l'Etat russe, de même que la consolidation du nouveau régime intérieur et politique exigent une issue victorieuse dans cette guerre. Mais s'appuyant malheureusement sur les soldats et les ouvriers qui, las de la guerre, ne cherchaient qu'à y mettre fin de n'importe quelle manière, la Révolution n'a pu suivre la voie de la politique nationale, dans laquelle l'engageait le gouvernement provisoire. » Pourtant, il ne faut pas en voir la raison uniquement dans la lassitude du soldat, fatigué par de longs combats. L'Etat russe, amalgamé et instable, contenait en lui-même les éléments de sa défaite. M. Levine constate plus loin qu'en Russie, qui de tous les belligérants est le plus arriéré dans le sens politique, culturel et économique, et où les forces nationales, étant très peu développées, n'ont pu venir en aide à l'Etat comme en Europe occidentale, la crise du pouvoir s'est manifestée beaucoup plus vite qu'ailleurs, ainsi que l'impossibilité de faire face à toutes les grandes difficultés de la guerre. Tout ceci a donné lieu, au mois de février, à la capitulation de l'ancien régime, qui n'a du reste pas fait beaucoup de résistance. Si l'on considère la Russie comme un véritable Etat, son gouvernement aurait certainement dû continuer la guerre, car la victoire aurait ouvert à la Russie de grandes perspectives. Mais en regardant les choses telles qu'elles sont et sans se faire d'illusions, en voyant le caractère de l'organisme politique de la Russie, et surtout l'ignorance inouïe du peuple, on acquiert vite la conviction que, dans ces circonstances, la continuation de la guerre devenait un crime vis-à-vis du même Etat. Les intellectuels russes, en commettant la faute de vouloir affermir la révolution par une guerre victorieuse,

préparèrent eux-mêmes la débâcle et la décomposition de la Russie.

Cependant la guerre n'a pas été le seul facteur de la décomposition et de la débâcle russes. La Révolution elle-même, comme conséquence de la guerre, peut être aussi rangée parmi ces facteurs. Les intellectuels mettaient tout leur espoir dans la révolution. Non seulement les partis de l'extrême gauche et les cercles de la jeunesse, mais aussi les citoyens les plus considérés et les plus réfléchis en étaient épris. Bref, on en attendait des merveilles. Mais elle dissipa vite toutes ces illusions. Elle dévoila bientôt la véritable face de ce peuple à demi sauvage, et la classe des intellectuels, qui se croyait, à un moment donné, maîtresse de la révolution, fut balayée par la vague populaire. La brute prit le dessus.

Les ouvriers et les soldats renversèrent le « gouvernement provisoire » avec la même facilité qu'avait été renversé celui du tsar en février 1917.

La classe ouvrière voyait jusqu'alors son ennemi dans l'autocratie. Après la chute de celle-ci la Russie devait se transformer en un paradis terrestre, les forces productrices du pays se développer prodigieusement, la civilisation et la culture russes, enchaînées jusqu'alors par le régime tsariste, atteindre le plus haut degré imaginable. Il y avait un peu de vrai dans ce point de vue. Rappelons-nous cette oppression, ces exils en Sibérie, ces condamnations aux travaux forcés qui caractérisaient l'ancien régime. En bas de l'échelle administrative des satrapes serviles. En haut des chefs absolument incapables. Des changements perpétuels de ministères sans le moindre système. Une politique aventu-

reuse... Tout cela donnait naturellement lieu à des critiques sans fin de la part de l'opposition. Par-dessus tout régnait « l'autocrate », avec toute sa camarilla, au milieu d'intrigues et d'influences occultes, au milieu d'un relâchement des mœurs à la Raspoutine, mêlé au spiritisme et à la superstition, tel est le tableau fidèle de l'ancienne Russie.

Néanmoins, cet ancien régime, ce tsarisme mille fois maudit par les intellectuels russes, était au fond leur meilleur ami. Ce n'est que grâce à cette organisation séculaire de l'oppression qui retenait la vague populaire, que les intellectuels purent jouir encore d'un certain bien-être et s'adonner à leurs travaux culturels, qu'ils croyaient être entravés, au contraire, par l'ancien régime. Or, la révolution si désirée s'est jouée de ceux qui la provoquaient avec tant de zèle.

Disons-le encore une fois, la Russie formait un véritable damier. La centralisation géographique et sociale de toutes les richesses spirituelles et matérielles était poussée si loin que même les hommes les meilleurs de la Russie, les plus instruits et les plus doués, ne surent discerner entre la réalité sévère et les rêves de la classe intellectuelle. Ils tournèrent dans un cercle vicieux. D'un côté la haine et la critique de l'ancien régime étaient bien motivées, mais ce qui devait être le remède, la Révolution, se transforma en une dévastation de la Russie, qui commença par la région de Petrograd, embrassa petit à petit tous les territoires de l'immense empire, détruisant sur son passage tous les trésors et les monuments de la civilisation.

Comment trouver une issue à cette situation?

Actuellement, elle paraît presque impossible à décou-

vrir. La Russie subit les conséquences immédiates de la centralisation géographique et sociale, qui font que d'une part l'ancien empire se décompose en un certain nombre d'Etats séparés, et que d'autre part, la classe intellectuelle, confondue par la masse populaire avec la « bourgeoisie », est obligée de se réfugier avec celle-ci et avec les capitalistes dans des lieux sûrs, loin de la vie courante, laissant à « la brute » le champ libre pour achever son œuvre de destruction. Il est impossible de prévoir quand et comment des forces organisées surgiront pour renverser la démagogie et rétablir l'ordre.

IV

On ne voit, en effet, pas d'autre issue pour le moment, en Russie, que la ruine... Il aurait pu cependant y en avoir une autre plus heureuse. Inutile de dire que la guerre aurait dû être arrêtée à temps. Ceci aurait pu prévenir les excès de la révolution, qui se serait faite plus tranquillement et d'une façon plus normale. Mais l'essentiel n'est pas encore là. La Russie aurait dû comprendre ce qu'aucun de ses politiciens n'a encore saisi, les causes du tsarisme russe.

Connaissant ces causes, les intellectuels n'auraient pas perdu leur temps à en combattre uniquement les effets, ne songeant qu'à la défaite de l'autocratie. Ils n'ont cependant jamais voulu admettre que le tsarisme, qui leur inspirait une si grande haine, n'était que la conséquence naturelle de l'immensité de l'empire russe, de sa trop grande étendue.

« Un grand empire, dit Montesquieu, suppose une autorité despotique dans celui qui gouverne. Il faut que la promptitude des résolutions supplée à la distance des lieux où elles sont envoyées ; que la crainte empêche la négligence du gouverneur ou du magistrat éloigné ; que la loi soit dans une seule tête ; et qu'elle change sans cesse comme les accidents, qui se multiplient toujours dans l'Etat à proportion de sa grandeur. » (Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, livre 8, chap. XIX.)

Selon Montesquieu, les petits Etats doivent être républicains ; les Etats moyens doivent dépendre d'un monarque ; quant aux Etats de très grande étendue, ils sont nécessairement gouvernés par des despotes. Bien qu'on ne soit pas obligé de suivre à la lettre l'argumentation de Montesquieu, l'histoire du XIX[e] siècle apportant quelques démentis à certains points de sa théorie, qui pourrait être revisée, la pensée fondamentale du génie du XVIII[e] siècle, prise en général, conserve cependant toute sa vigueur et toute sa sagesse.

Nous avons pu la vérifier entièrement dans le cas de la Russie. Nous, Ukrainiens, n'avons pas cessé de le répéter aux Russes, qui nous adressaient pour toute réponse un sourire méfiant, ou si nous insistions davantage, nous répondaient : « Le moment n'est pas encore venu. »

Dragomaniv, dans son célèbre ouvrage intitulé : *La Pologne historique et la démocratie grand-russienne*, rapporte certains des entretiens qu'il eut à ce sujet avec les Grands-Russiens. Des conversations de ce genre, nous en avons eu vingt et trente ans après Dragomaniv, mais toujours sans le moindre résultat. Et pourtant quelle est la cause de cette décadence, de cet « affaiblissement » (comme

on avait la coutume de l'appeler) éprouvé tout d'abord par la province, puis par le centre lui-même. Quelle est la cause du manque d'hommes ressenti à l'époque de la Révolution, éprouvé même en Russie centrale, si ce n'est leur affluence dans les capitales. Comment se fait-il que le régime des tsars ait pu se maintenir si longtemps et avec tant de succès si ce n'est par suite de l'étendue énorme du territoire russe. En effet, grâce à cette étendue, les soulèvements qui se produisaient dans une partie de l'empire ne pouvaient avoir de répercussion dans les autres parties, distantes de deux ou trois mille kilomètres. De même, tout mécontentement, né dans une des contrées de l'empire, ne pouvait être partagé par les autres contrées à la même heure et sur le même sujet ; car dans un pays aussi vaste une communauté de sentiments est impossible et les nécessités varient selon les lieux et le temps. Profitant de cette situation, le gouvernement envoyait tantôt les Grands-Russes pour réprimer les Ukrainiens, tantôt les Ukrainiens eux-mêmes, qui composaient généralement les cadres de la garde impériale, étaient efficacement employés à réprimer les Grands-Russes. Les cosaques, les montagnards du Caucase, les Tatars, les Bachkirs et autres tribus primitives et obscures servaient à leur tour à réprimer les soulèvements et des Grands-Russes et des Ukrainiens. « Divide et impera », tel était le principe sur lequel se basait facilement la Russie, et le tsarisme qui l'avait bien compris, se parait en plus de la pompe des revues militaires et de diverses solennités patriotiques, et tenait fort bien en mains tout le pays.

Les intellectuels haïssaient le tsarisme, ne se rendant

pas compte que ce n'était pas quelque chose d'accidentel dans l'histoire russe. Ils le confondaient avec cet « absolutisme » de l'Europe occidentale, qui succéda au « féodalisme » et ne discernaient pas en lui ce despotisme déguisé qui a toujours été la forme politique traditionnelle de toutes les monarchies orientales. Voilà pourquoi la Révolution, si longtemps attendue par les politiciens russes, n'a pu aboutir à rien d'autre qu'à la destruction de l'Etat. Cette révolution n'a eu nullement le caractère de celles de l'Europe occidentale ; elle ne ressemble pas à l'héroïque révolution française de 1789. Celle-ci, qui possédait les forces créatrices et tous les matériaux nécessaires à la construction d'un nouvel Etat, put faire face aux difficultés intérieures aussi bien qu'aux attaques extérieures de toute l'Europe coalisée, tandis qu'en Russie les forces créatrices ont été englouties dans la destruction générale de la révolution, et ne se sont révélées qu'aux confins de l'empire. Quant au centre lui-même, il est tombé en décomposition, infectant de son venin toutes les parties de l'ancien empire des tsars.

Les intellectuels et les politiciens, de même que le gouvernement provisoire, n'ont pas voulu comprendre qu'une fois le tsarisme aboli il fallait détruire aussitôt les conditions qui l'avaient engendré. « Si une république est petite, dit Montesquieu, elle est détruite par une force étrangère ; si elle est grande, elle se détruit par un vice intérieur. Ce double inconvénient infecte également les démocraties et les aristocraties, soit qu'elles soient bonnes, soit qu'elles soient mauvaises. Le mal est dans la chose même : il n'y a aucune forme qui puisse y remédier. Ainsi il y a grande apparence que les hommes auraient été

à la fin obligés de vivre toujours sous le gouvernement d'un seul, s'ils n'avaient imaginé une manière de constitution qui a tous les avantages intérieurs du gouvernement républicain et la force extérieure du monarchisme. Je parle de la république fédérative. » (Montesquieu, *De l'Esprit des lois,* livre 9, chap. I.)

Or, le mot de « fédération » a toujours été un épouvantail pour les Russes. Bien qu'il y ait eu des partis politiques qui réclamaient la fédération dans leur programme, on n'a jamais su exactement ce qu'ils entendaient par là. Car dès qu'il s'agissait d'appliquer ce point de leur programme, des hommes tels que Miakotine lui-même, rejetaient avec indignation l'idée d'une fédération comme « inopportune ». Tout le monde se rappelle aussi la fameuse réponse de Kerenski au congrès de Moscou, en 1917, au sujet du mouvement ukrainien.

Cependant, une issue aurait été possible pour la Russie si, d'une part, la guerre avait été liquidée à temps et si on avait passé, petit à petit, par des réformes successives venant d'en haut, à une fédération. C'est précisément ce que ne purent jamais comprendre ceux qui étaient au pouvoir à Moscou et à Pétersbourg. Cette idée leur était tellement étrange qu'aujourd'hui encore, dépossédés, dispersés dans tous les coins de la Russie, souffrant de la faim, ils ne font que maudire l'Ukraine, maudire le fédéralisme « inopportun » qui, selon eux, sont responsables de la décomposition de la Russie. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, appelés à consolider l'Etat centraliste, ils se plaisaient à malmener l'Ukraine, réunissant leurs efforts pour la dompter et la soumettre. Ils ignoraient totalement qu'une république,

aussi bien qu'une monarchie constitutionnelle de toute la Russie était un non-sens, une absurdité... Ils ignoraient qu'à la suite de la révolution, ou plutôt de ce gâchis provoqué par la guerre, il ne restait plus qu'une alternative, soit le rétablissement de la monarchie despotique, comme après la révolution de 1905-1906, soit la destruction de la Russie.

L'unique chance de salut était encore dans le passage à la fédération. Il est à noter que c'est l'Ukraine, la contrée qui a le plus souffert de la Russie, qui a essayé de propager la fédération. Les Moscovites devraient prendre ce fait en considération et s'en étonner. Elle le fit sous les tsars, pendant le régime de Kerenski et même lorsque tout était perdu, lorsque tout s'ébranla et que « la brute » occupa le siège de la Russie. C'est alors que l'Ukraine tenta encore une fois de sauver la situation et chercha à réunir en une fédération les peuples et les régions de l'ancienne Russie. Mais il était déjà trop tard.

Il y a des documents que nous conservons et qui prouveront à la postérité combien injustes étaient envers l'Ukraine les « frères » moscovites[1].

V

Au lieu de nous rendre justice, la Moscovie continue à nous envoyer ses malédictions, à nous traiter de « traîtres », etc. Elle s'obstine à croire que c'est nous qui avons causé

[1] Ces documents sont publiés dans le recueil de M. Choulguine, *La Politique*, duquel nous extrayons le présent article sur la *Troisième Rome*.

la chute de la Russie. Nous ne pouvons qu'affirmer le contraire, car il est hors de doute que nous avons tenté de sauver la situation en tâchant de créer une confédération. Par contre, les détenteurs du pouvoir, à Pétersbourg, ont tout fait pour conduire la Russie à sa perte.

*
* *

Ce n'est ni par sentimentalisme, ni pour maintenir une tradition ancienne que nous avons proposé et défendu le fédéralisme jusqu'au dernier moment, car il y avait parmi nous des ennemis convaincus de toute alliance avec la Russie, comme par exemple M. Donzow, qui ne rêvaient que la destruction de l'empire. Mais la majorité des citoyens de l'Ukraine, envisageant toutes les difficultés qui s'opposent à la création immédiate d'un Etat ukrainien indépendant après une si longue période de sujétion, telles que l'organisation du pays à l'intérieur, la formation d'une armée puissante, la création d'un corps diplomatique expérimenté, les finances, etc., combattaient les « indépendants » (samostiniki) et reconnaissaient la nécessité d'une fédération avec la Russie. Ils espéraient qu'elle serait réalisée par le peuple lui-même, sans avoir recours à l'aide des voisins de l'Occident.

Cependant, l'histoire prit une tout autre direction et nous fûmes bientôt obligés de nous séparer complètement de la Russie anarchiste, à la suite de quoi les patriotes de Moscovie nous qualifièrent de « traîtres »...

Mais qui fut trahi et par qui ?

L'Ukraine n'avait-elle pas le droit de décider librement

de son sort, selon les principes proclamés par la Russie elle-même ?

Et comment devait-elle réagir contre les événements de décembre ? Quand le nord tomba dans une anarchie sans précédent dans l'histoire, quand commença la lutte avec le gouvernement bolcheviste, est-il étonnant que l'Ukraine choisît la voie de l'indépendance ?

Quel est le motif de son appel aux Allemands? La nécessité de protéger le pays contre les hordes sauvages du nord. Certes, si la Moscovie avait pu nous garantir notre existence politique, il en aurait été tout autrement. Mais elle ne faisait que nous opprimer et s'opposer à notre développement. Elle nous donna d'abord le tsarisme, puis nous dûmes supporter les conséquences du gâchis produit par le gouvernement provisoire. Enfin nous avons éprouvé dernièrement la sauvagerie des hordes bolchevistes !

Tout ceci n'est pas enviable. Il est vrai que certains de nos intellectuels, surtout ceux qui ont renié leur propre nationalité, ont eu le privilège d'être reçus dans les milieux choisis de la classe intellectuelle russe et de jouir de tous les avantages de leur situation. Mais la question n'est pas là. Il faut distinguer entre la vie intellectuelle et la vie politique. Nous reconnaissons parfaitement la valeur de la vie intellectuelle russe et nous rendons hommage à sa haute civilisation, mais la politique et les intérêts du peuple ukrainien n'ont rien à faire avec elle. Et il faut le reconnaître en toute franchise : Pétersbourg n'a rien donné de positif au peuple ukrainien.

Que dire de l'avenir ? Le retour du peuple ukrainien à la Russie est-il désirable? Envisageant cette question au

point de vue de l'intérêt du peuple, il faut répondre négativement. Non, aucun retour n'est possible si la Russie reste ce qu'elle était.

La chose serait différente si elle changeait foncièrement, si elle reprenait son « aspect humain » et si ce grand organisme qui se débat actuellement dans l'anarchie venait à se transformer en un série de républiques, reliées entre elles. Mais alors ce ne serait plus la Russie connue, la Russie d'autrefois. Ce serait une fédération des peuples libres de l'Orient, à laquelle l'Ukraine pourrait se joindre. Pour l'instant, il n'y a pas de raison de croire à un pareil renouveau et l'Ukraine ferait bien de penser à elle-même, de se consolider et d'affermir sa situation vis-à-vis des voisins qui occupent en ce moment notre territoire. Il est évident qu'une aide de la part des jeunes républiques de l'Orient nous serait très profitable, mais ce n'est encore qu'une utopie... Il est difficile aussi de prévoir l'avenir. La révolution et la vie sont riches en surprises.

Jetant un coup d'œil en arrière, nous devons constater que l'ancienne Russie est tombée : la « troisième Rome » a subi le sort de ses sœurs aînées.

La Russie d'autrefois, l'ancienne Russie, présente un phénomène original et curieux, plein de contradictions frappantes. On y voit, à côté d'élans magnifiques d'une très haute portée morale, une sauvagerie des plus angoissantes, un fond tout à fait asiatique, sous une face européenne. C'est une erreur de croire, comme on l'a fait souvent, que la Russie est symbolisée par cette superbe statue équestre de Pierre le Grand qui se dresse sur les bords de la Néva, place du Sénat. Elle n'est point l'image de la Russie, cette

œuvre d'un génie étranger, transplantée dans l'extrême nord. Les slavophiles peuvent être satisfaits : Pierre le Grand n'a rapproché la Russie de l'Europe que très superficiellement. Elle reste encore aujourd'hui énigmatique et incomprise. Elle a conservé tous ses traits d'origine. Le cheval intrépide, s'élançant à la rencontre du progrès, guidé par la main puissante de Pierre le Grand, n'est pas la Russie. Celle-ci trouve une image fidèle dans le cheval aux allures d'hippopotame qui fait partie du magnifique groupe de Paul Troubetzkoï, place Nicolas, à Pétersbourg. Et ce cheval n'est pas monté par le despote génial que fut Pierre le Grand, mais par l'empereur autocrate de toute la Russie, Alexandre III.

Le 28 avril 1918.

II

LES ALLIÉS DE LA RUSSIE ET L'UKRAINE

I

Nous avons déjà eu l'occasion de constater que ces derniers temps les alliés de la Russie considéraient les événements qui se passaient sur le territoire de l'Etat ami avec les yeux des cadets, et auparavant avec ceux du *Novoïé Vremia*.

Ils n'ont jamais connu la Russie, ils ne l'ont jamais étudiée et, par conséquent, ils ne peuvent avoir d'opinion personnelle sur les questions politiques la concernant. Les années d'une longue alliance avec l'empire des tsars (surtout pour les Français) ont été perdues sous ce rapport. Avant la guerre et pendant la première période, ils furent partisans fidèles de l'ancien régime. Il est vrai que ce régime ne répondait point aux sympathies républicaines du peuple français et encore moins à la discipline politique et sociale des Anglais, mais ce régime était le symbole de la Grande-Russie centralisée, en la force militaire de laquelle ils croyaient fermement. Les événements qui eurent lieu au cours de cette guerre démontrèrent que ces espérances n'étaient pas fondées, que la Russie avait fait banqueroute, non seulement au point de vue de l'organi-

sation militaire, mais à tous les points de vue... Dès que les Alliés s'en aperçurent, un mécontentement grandissant se fit sentir parmi eux à l'égard de l'ancien régime. Ils commencèrent alors à se rapprocher insensiblement de l'orientation des cadets. Quelques changements survinrent, mais la situation resta toujours la même sur un point : le tsarisme et Milioukoff étaient d'avis que la puissance de la Russie résidait en son unité, des côtes de la Finlande à l'Océan Pacifique, de la Mer Blanche à la Mer Noire, et en cela les Alliés croyaient fermement et aveuglément.

Ce point de vue répondait justement aux anciens principes du régime centralisateur de la France et était entièrement acceptable pour l'Angleterre.

Il est vrai que l'histoire a appris à cette dernière à laisser une existence quasi libre à ses colonies, mais celles-ci sont situées au delà des mers. Il est impossible, en tout cas, de les assimiler, à l'inverse de l'Irlande, qui se trouve à côté. Il paraissait donc tout naturel aux esprits anglais que le gouvernement russe, ainsi que l'opposition libérale, s'appuyassent sur le principe de la Russie une, indivisée et centralisée.

C'est de ce point de vue que les Alliés jugeaient la question ukrainienne ou, à proprement parler, cette question n'existait point avant la guerre, ni pour les Français, ni pour les autres Alliés.

Ils éprouvaient le besoin de baser l'idéologie de la guerre sur le principe de la libération des peuples faibles du joug des oppresseurs. L'ancienne Russie, de par tout son passé, ne ressemblait évidemment pas à cette grande force humanitaire et éclairée qui devait libérer l'humanité.

Il lui fallait céder sur quelques points, et au moins dans des discours faire parade de générosité. C'est ainsi que le manifeste aux Polonais, après le geste majestueux envers la Serbie, satisfit complètement les Alliés. En quoi pouvait les intéresser le sort d'un « peuple inconnu », du peuple ukraïnien ? Qui d'entre eux connaissait les représailles exercées à l'égard de la presse, de la littérature, de la parole, de la pensée, des espérances ukraïniennes ? Quétait-ce que la Galicie ? Par qui était-elle habitée ? Des « considérations d'ordre militaire » forcèrent la Russie à ruiner ce pays, et à déporter dans la lointaine Sibérie des milliers de ses habitants... Les Français suivaient, à cette époque, la marche triomphale d'Ivanoff et de Broussiloff; ils pleuraient Louvain, grinçaient des dents devant Reims, refoulaient l'assaut ennemi du cœur de la France, de ce centre de la civilisation qu'est Paris. Comment, dans des moments aussi tragiques, pouvaient-ils, malgré toute leur humanité, prêter l'oreille aux souffrances de l'Ukraine ? Ils les ignoraient et ne voulaient pas les connaître !

Mais avec le temps les Alliés s'aperçurent néanmoins d'un mouvement qui se manifestait autour de ce mot d'« Ukraine ». Ce qui se préparait dans nos villages et dans nos villes, ce feu qui couvait sous la cendre pour s'élever d'un coup en une flambée grandiose, ils ne pouvaient le remarquer n'ayant jamais étudié ni la Russie ni l'Ukraine. Quant aux Sasonoff et aux Milioukoff, ils ne le voyaient pas, ou bien ne voulaient ni s'en apercevoir ni en parler. Les Alliés remarquèrent ce mouvement au delà de la frontière et en furent informés peut-être pour la première fois par une source allemande... La diplomatie alliée en

conclut alors que les informations sur l'Ukraine venant d'Allemagne, toute l'affaire devait être une intrigue allemande.

Sasonoff lui-même appuya cette opinion ! Les Alliés la gardèrent jusqu'au moment où la révolution éclata et où, à la grande surprise de tous, la voix de l'Ukraine se fit entendre haute et impérieuse. Dès lors, quelque chose avait changé... Au printemps, et surtout en été, l'Entente commença à tenir compte de l'Ukraine, mais comme d'une force négative... Elle partageait le point de vue du gouvernement provisoire en ce qui concernait les aspirations des Ukrainiens à l'autonomie et à la nationalisation de l'armée. Cependant, au mois de juillet, les Français tout d'abord, puis leurs alliés, envoyèrent des représentants pour se renseigner sur place. C'est alors seulement qu'ils commencèrent à comprendre que sous ce mouvement se cachait une force impossible à créer par des intrigues.

Le premier Français qui se rapprocha de nous avec l'intention sincère de savoir la vérité fut Jean Pélissier. Il s'aperçut immédiatement que nous avions pour nous la force des sympathies populaires. En même temps, prenant connaissance de l'activité du nouveau gouvernement et des dispositions d'esprit de notre société, Pélissier pressentit et déclara dans ses écrits officieux et politiques, que les hommes politiques de l'Ukraine ne tiendraient compte que des intérêts de leur pays, et non de ceux de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Russie ou autres. C'est pourquoi on pourrait attirer cette force nouvelle de son côté si on lui faisait prévoir un bénéfice national. Pour cette raison il faudrait lui tendre la main.

Et puis les Français voyaient qu'en Ukraine ils trouveraient non seulement une ressemblance climatérique avec la France, mais aussi la possibilité d'une unité nationale semblable à la leur, quoique encore dans un état indécis, unité qu'ils n'avaient pu trouver dans une ville internationale et déjà à moitié bolchéviste comme Petrograd. Les Français se disaient : Il faut poursuivre la guerre, mais Petrograd en est-elle capable? Et voici que, sous l'influence de leur idée fixe, la guerre jusqu'à la victoire complète, ils commencèrent à balancer les valeurs. De quel côté était la force, du côté de Petrograd ou de Kiev ! Les renseignements et les impressions nouvelles répondaient : à Kiev... Mais les anciennes traditions inclinaient du côté de Petrograd. En définitive, ils soutinrent les centralisateurs jusqu'au bout, jusqu'à la nouvelle désagrégation de la Russie, désagrégation qui revêtit le caractère d'une catastrophe, sous l'influence de la guerre, néfaste à un organisme aussi faible, et contre laquelle il n'y avait que deux remèdes : la cessation des hostilités et une décentralisation large et immédiate, basée sur le principe de la fédération. Mais c'est précisément à la réalisation de ces deux principes que les Alliés s'opposèrent continuellement. Ce n'est que lorsqu'ils se heurtèrent au bolchévisme que leur manière de voir changea. Ils cessèrent de croire à la Russie centralisée.

II

Nos rapports avec les Alliés de la Russie peuvent se diviser en trois périodes : la première à demi officieuse et à demi privée, la seconde, tout officieuse, et enfin la troi-

sième, celle des relations diplomatiques officielles. Un rôle actif dans ces rapports échut aux Français, bien que peu à peu les Anglais, les Américains, les Roumains, les Italiens et les Serbes eussent suivi leur exemple.

La période à demi officieuse, période des relations d'occasion, commença encore en été. A cette époque eurent lieu de longues conversations politiques sur la situation et surtout sur les aspirations et les intentions des Ukrainiens. En automne, au mois d'octobre, ces relations se poursuivirent avec plus d'intensité et devinrent vraiment importantes après le troisième universal.

Alors commencèrent les relations officieuses. J'en fais remonter le début au moment où le général Tabouis, chef de la mission militaire au quartier général du front nord-est, avec ses officiers et le major au service de l'Angleterre, Fitz-Williams, se présenta à moi comme ministre ou secrétaire des Affaires étrangères et déclara que les Alliés en général, et la France en particulier, voyaient avec une grande sympathie la renaissance politique et nationale de l'Ukraine. Sachant que la constitution d'une nouvelle république, surtout dans ces conditions, n'était pas chose facile, les gouvernements alliés offraient leur aide et demandaient en quoi ils pourraient être utiles à l'Ukraine. Au bout d'une heure tout fut rédigé par écrit sous forme de note verbale. Selon le désir du cabinet, je ne donnai point de réponse définitive à leur proposition et à leur question entièrement concrète ; je leur déclarai que pour ouvrir des pourparlers sur un tel sujet avec la France ou toute autre puissance qui en manifesterait le désir, il était indispensable qu'auparavant ces puissances reconnussent expressément par un acte

officiel la république démocratique de l'Ukraine et qu'elles établissent avec nous des relations diplomatiques en nous envoyant leurs représentants. Après quoi les relations cessèrent pour quelque temps et ce n'est qu'au bout d'un mois, à peu près, que le général Tabouis reparut en qualité cette fois de représentant officiel du gouvernement français auprès du gouvernement de la république démocratique de l'Ukraine. C'était pendant la seconde moitié du mois de décembre. Bientôt après arriva le chargé d'affaires de l'Angleterre, M. Bagee. La Roumanie agit de même, mais nous ne possédons pas de documents à son sujet car il s'agissait alors de conférer au représentant de la Roumanie et autres le titre d'envoyé extraordinaire. Les événements, par la suite, mêlèrent toutes les cartes et rompirent totalement cette période des relations internationales de l'Ukraine.

III

Pendant tout ce temps, les représentants des puissances alliées à Kiev firent preuve d'un grand intérêt à l'endroit des événements qui se déroulaient devant leurs yeux. Ils entretinrent des relations actives avec le corps diplomatique de Petrograd et de Jassy. Par l'intermédiaire de Jassy, ils étaient même en relations directes avec Paris et recevaient des instructions en conséquence. Il semblait même que Kiev, comme à l'époque de Jaroslav, devait devenir un grand centre diplomatique. Qu'est-ce qui attirait les Alliés à Kiev ? Nous avons déjà remarqué que, peu à peu, les Alliés avaient perdu leur confiance en Petrograd, et qu'ils

s'en étaient même totalement séparés après le triomphe des bolcheviks. Quand, dans mes discussions avec eux, je leur rappelais leur ancienne foi en la Russie centralisée, ils ne faisaient que hocher la tête. Il est évident, opinaient-ils, que la fédération est l'unique moyen de sauvetage. Mais, en même temps, ils continuaient à poursuivre envers l'Ukraine la même politique qui avait ruiné la Russie de jadis. Par moment, il semblait que nous avions réussi à leur ouvrir les yeux sur les défauts de cette politique, à les arracher aux intérêts du jour pour fixer leur attention sur leurs propres intérêts dans l'avenir et sur de vastes perspectives internationales. Mais de nouvelles instructions arrivaient et tout était à recommencer. En ce qui concerne les Français, il est à regretter que le seul civil capable de comprendre la situation politique, le journaliste Pélissier, ait été entièrement étranger à la politique, les affaires étant dirigées par des militaires qui, en dehors des intérêts actuels de la guerre, ne voulaient rien voir.

Lors de la chute du Gouvernement Provisoire, quand les Commissaires du Peuple entreprirent leurs démarches internationales, les Français et d'autres Alliés se montrèrent très irrités. A leurs yeux Pétersbourg devenait le centre de l'anarchie, l'Ukraine, au contraire, le pays de l'ordre capable de former un Etat. Et ils espéraient que l'Ukraine allait continuer la guerre à elle seule.... Nous dûmes leur expliquer que ceci était absolument impossible ; que le peuple ukrainien ne voulait pas plus la guerre que les autres peuples de la Russie ; et que, même s'il en avait le désir, il ne pourrait le faire. « Et votre armée nationale ? » demandaient-ils. Nous leur prouvâmes alors que le Gouvernement

Provisoire, appuyé par les Alliés eux-mêmes, avait mis tous les obstacles possibles à la formation d'une armée nationale; que, malgré tout notre désir, les soldats ukrainiens de l'armée russe qui n'avaient pu se séparer étaient tellement dispersés sur tous les fronts, que par le fait même les forces ukrainiennes étaient non seulement divisées, mais aussi exposées à la corruption dont souffrait l'armée russe; de plus il était impossible de les protéger contre ce danger.

« Cependant vous avez encore des troupes sur le front sud-ouest? » Nous dûmes encore une fois leur enlever cette illusion en leur faisant observer que grâce au même Gouvernement Provisoire les fractions ukrainiennes de ce front se perdaient au milieu de différentes autres nations composées pour la plupart de bolcheviks....

Ensuite nous attirâmes leur attention sur l'anarchie toujours grandissante, sur la possibilité d'une guerre avec le Nord, que nous prévoyions déjà. Les Français n'eurent plus d'objections à faire et se bornèrent à maudire les bolcheviks et... le Gouvernement Provisoire. Plus tard, nous dûmes leur déclarer que la seule issue possible dans ces conditions était la conclusion d'un armistice; après que les bolcheviks avaient ordonné la fraternisation avec l'ennemi et avaient commencé des démarches pour un armistice à Brest-Litowsk, et que le général Tcherbatcheff avait agi dans le même sens avec les Roumains au sud, il ne nous restait plus qu'à envoyer immédiatement des délégués pour la paix; lorsque nous leur fîmes savoir tout cela par une note spéciale et officielle, leur indignation devint si grande qu'ils rompirent toutes relations avec nous durant plusieurs jours de suite. Ils furent surtout indignés du caractère de

quelques expressions employées dans la résolution de la Rada Centrale, lesquelles n'étaient peut-être pas très diplomatiques.

Mais au bout d'une semaine à peu près, les Français se présentèrent à nouveau avec des paroles fort conciliantes. D'après eux, l'armistice était indispensable. Nous devions comprendre que le droit, la civilisation, la justice et enfin la force militaire appartenaient aux Alliés de la Russie infidèle. A ce moment, nous, les Ukrainiens, ne pouvions conclure qu'une paix selon les désirs des Allemands. C'est pourquoi, ajoutaient-ils, il fallait, au nom de la justice, du droit, de la civilisation, etc., que nous fussions une force militaire active.... Par quels moyens?... ils n'en soufflaient mot.

IV

Les Alliés supposaient qu'ils possédaient un plan fort sage de la campagne orientale : l'Ukraine devait agir de concert avec le Don, la Roumanie, les Polonais, les Tchèques et autres armées nationales qu'ils se proposaient de former. Les Français parlaient même d'une fédération du sud libérée de la source d'anarchie qu'était le nord; ils se proposaient de nous faciliter nos relations avec le Don et ainsi de suite. Nous fûmes forcés de leur expliquer qu'en aucun cas la guerre n'était possible, qu'ils se trompaient en croyant que le Don était d'une solidité à toute épreuve, que celui-ci n'avait aucune organisation politique déterminée, et qu'au contraire l'anarchie grandissait chaque jour; enfin que décidément nous avions besoin de la paix.

Mais les Alliés n'en voulurent point démordre, ils essayèrent de parler sur un ton plus énergique et obtinrent une réponse plus décisive encore. Ils parurent alors accepter l'idée de la paix. C'est avec un grand intérêt qu'ils suivirent les événements de Brest et ils semblèreut eux-mêmes commencer à croire que la paix générale n'était plus si éloignée et que peut-être l'Ukraine ne faisait que tourner la page d'une période historique nouvelle. Mais bientôt leur disposition d'esprit changea. Ils recommencèrent à demander que la paix soit retardée le plus possible et que même les pourparlers soient totalement rompus. C'était au moment où, grâce aux mesures des bolcheviks, toute l'armée, la leur comme la nôtre, était dispersée, alors que les bandes anarchistes étaient maîtres de la moitié de l'Ukraine.

Comment rompre les pourparlers de paix dans de telles conditions? demandions-nous. La paix, c'est le seul moyen d'apaiser le peuple. Et puis il est évident que, vu la situation actuelle, les Allemands peuvent sans peine se rendre maîtres de tout le pays. Mais on nous répondait : « Ne faites pas la guerre, mais ne signez pas la paix. Les Allemands sont impuissants à faire une grande offensive. »

« Et que pensez-vous, en quoi pouvons-nous espérer ? » leur demandai-je. « En quoi ? au lieu de faire la paix et de devenir les ennemis de la civilisation, du droit, de la justice, etc., etc., il vaut mieux que votre pays soit détruit par la guerre, que même une vague populaire balaie votre gouvernement ; suivez audacieusement la voie de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie... Sur le tapis vert du congrès, où nous serons vainqueurs, la justice triomphera... »

Que pouvait-on répondre sérieusement à de telles propositions ?

Les diplomates militaires de la France étaient arrivés aux mêmes principes que devait proclamer plus tard le bolchevik Trotsky. Cependant, dès que les Alliés virent que les bolcheviks étaient incapables de conclure la paix avec les Allemands, ils changèrent d'attitude à leur égard. Les bolcheviks s'approchaient de Kiev, ils menaient une campagne effrénée contre l'Ukraine, et en même temps publiaient des proclamations, dont les unes accusaient la Rada centrale de ruiner la paix et les autres déclaraient qu'elle l'avait déjà signée avec la « bourgeoisie allemande », etc. C'est à ce moment que le représentant de la France déclara que tout en condamnant le bolchévisme il était pourtant obligé de reconnaître que sur quelques points les bolchéviks avaient raison : les trois quarts de la proclamation qu'il avait sous les yeux étaient opposés à une paix séparée ; et en vérité un quart seulement accusait injustement la Rada d'orientation bourgeoise...

Les Alliés se mirent à se forger des chimères.

V

La politique de l'Entente en Ukraine manqua de suite et de fermeté... Elle suivit une voie complètement erronée, qui causa la ruine de la Russie. Mais nous, qui suivions notre propre voie, nous devions nous rappeler qu'il fallait rapprocher la question des alliances politiques et des rapports internationaux de celle des intérêts immédiats pouvant

unir les Etats et les peuples. Nous considérions la politique de la diplomatie française comme erronée parce qu'elle ne tenait pas compte des intérêts réels pouvant nous unir. « Non, nous ne ferons pas la guerre, disions-nous aux Français, et cela vous est désagréable. Mais la guerre est-elle la seule des relations internationales ? Au point de vue politique, il vous faut en Europe orientale des centres organisés, réellement forts et indépendants. Croyez-vous encore à la Russie centralisée, au retour du *statu quo ante bellum* et *ante revolutionem*, croyez-vous à la résurrection des morts ? Non ! alors vous devez chercher un nouveau centre politique et vous devez l'aider à devenir réellement indépendant. Un de ces centres, c'est l'Ukraine. Qu'elle devienne entièrement libre, qu'elle forme une fédération avec les Etats du sud, ou bien qu'elle fasse partie de la grande fédération des peuples de l'ancienne Russie, peu vous importe pourvu qu'elle soit forte. Car alors elle cessera d'être une brebis docile entre les mains des puissances centrales. Elle ne sera pas forcée d'accomplir leur volonté. Une force réelle et une indépendance vraie de notre Etat, tel est notre but et le vôtre. Au point de vue économique, les Etats de l'Entente, riches en capitaux, sont encore plus intéressés à l'existence de l'Ukraine. Il est clair que l'Allemagne aspirait à satisfaire ses besoins économiques en Ukraine, même avant la paix. Cela n'a cependant pas affranchi les Français et leurs alliés de leur tâche ; au contraire, cela les a forcés à faire tout leur possible pour contrebalancer l'influence économique allemande... D'un autre côté, il est évident que tout cela est profitable à l'Ukraine. »

Les Alliés écoutaient, mais ils n'avaient pas la force de changer radicalement leur politique à l'est de l'Europe... En terminant la critique de leur conduite à l'égard de l'Ukraine, nous devons reconnaître que dans notre propre politique, qui, malgré toutes les accusations, fut toujours collective, nous avons commis des erreurs non moins grandes que celles de l'Entente. Tantôt les relations avec les « républiques bourgeoises et les monarchies », tantôt le mot « diplomatie » paraissaient nous faire peur, ou bien, simplement, nous n'étions pas habitués à une existence internationale. Le ministre des Affaires étrangères devait défendre à grand'peine chaque pas qu'il faisait. Et puis, nous nous sommes abusés sur nos forces militaires. Si, au commencement de décembre, nous avions examiné les faits avec lucidité, beaucoup de choses ne seraient pas arrivées. On nous a proposé maintes fois une aide technique, des emprunts d'Etat, et même des produits qu'en aucun cas nous n'aurions reçus de l'Allemagne.

Si, au mois de décembre, nos finances avaient été en ordre, si nous avions reçu des marchandises (une quantité en avait été déchargée à Vladivostok et les Anglais en garantissaient le transport à travers la Russie si nous les achetions), peut-être aurions-nous une paix différente, peut-être aurions cédé moins de blé, peut-être nous serions-nous passés de l'aide militaire des Allemands, car l'argent aurait pu nous donner une armée nationale, l'ordre social et des marchandises.

Mais nous avons tardé et l'aventure bolchéviste a tout balayé. Cependant, tout cela, ce sont des suppositions sur le passé, et l'homme d'Etat ne doit contempler que l'avenir.

On y voit se dessiner le congrès international... Nous devons nous y faire une place, nous devons prendre part au conseil international des puissances. Les plus grands Etats de l'univers et, à leur exemple, la majorité des Etats secondaires se sont partagés entre deux alliances, celle de l'Entente et celle de la Quadruple Alliance... En notre qualité d'Etat nouveau nous ne devons faire partie d'aucune. Une neutralité absolue, voilà ce que réclame notre intérêt national. Les deux parties sont intéressées à notre existence et à notre prospérité. C'est sur cela que nous devons nous baser pour obtenir une indépendance véritable.

III

DOCUMENTS

Note adressée le 5 décembre par le Secrétariat Général, à tous les Gouvernements des Républiques nouvellement fondées et des régions autonomes de Russie.

Le Gouvernement de la République Populaire Ukrainienne (Secrétariat Général) a envoyé le 25 novembre à tous les gouvernements des républiques nouvellement fondées en Russie, à savoir : au Gouvernement de l'Union du Sud-Est, au Gouvernement de la Sibérie autonome, au Comité local de la Transcaucasie, au Gouvernement de la Moldavie autonome et autres, de même qu'au Conseil Populaire de Pétersbourg, une note en faveur de la création d'un Gouvernement socialiste homogène sur la base du fédéralisme[1].

[1] Nous regrettons vivement de ne pouvoir reproduire ici letexte authentique de la note du 25 novembre, mais au moment de l'impression de cette brochure, de nouveaux troubles en Ukraine nous empêchent d'obtenir du Ministère des Affaires Etrangères la copie exacte de tous les documents. Nous ne donnons donc que ce que nous avons pu recueillir dans les anciens numéros de journaux (les notes ont été assez fidèlement reproduites dans la « Nova Rada ») ainsi que les documents dont nous possédions déjà la copie.

Quant à l'idée d'un gouvernement *socialiste* sur la *base du fédéralisme*, nous devons ajouter que l'association de ces deux principes nous a toujours paru dépourvue de sens. Cependant les partisans d'un Ministère Socialiste pour toute la Russie justifiaient leur idée en disant que l'élément hostile à la fédération s'abstiendrait lui-même de participer au gouvernement, tandis que la masse populaire ne pourrait donner son adhésion qu'à un ministère socialiste. En outre, ils craignaient le refus de la grande Russie d'entrer dans la confédération projetée, si on repoussait l'idée d'un Ministère Socialiste, qu'on opposait à cette époque au gouvernement bolchevik.

Maintenant qu'il est évident que la Constituante ne pourra travailler efficacement par suite de l'absence d'un pouvoir reconnu par toute la Russie, il est nécessaire de fonder un gouvernement s'appuyant sur l'autorité des républiques actuellement en formation et sur la démocratie socialiste de toute la Russie.

Le Secrétariat Général n'a obtenu aucune réponse à sa note, ni de la Rada Populaire, ni des gouvernements régionaux. Seul le gouvernement de l'Armée du Don a répondu par ses représentants qu'il était favorable à la formation d'un Ministère Socialiste à base de fédéralisme.

Voulant terminer les négociations le plus vite possible, poussé aussi par une série d'événements venant de toutes les contrées de la Russie, le Secrétariat Général trouve que le moment est venu de poser les bases du futur Etat fédératif russe, obligatoire pour toutes les régions de la Russie.

Selon lui ces bases, prises dans leurs grandes lignes, doivent être les suivantes : organisation politique de chaque Etat de Russie sur un fondement républicain et démocratique, liberté individuelle, liberté de conscience, de la parole, de la presse, des réunions, des grèves, respect du domicile, etc.

En même temps le Secrétariat Général se prononce en faveur de la non-immixtion des républiques fédérées dans leur vie politique réciproque, tant que celle-ci ne sort pas des limites prévues par les bases communes citées plus haut.

Le Gouvernement de la République Ukrainienne considère donc comme criminelle toute tentative d'empiétement sur les droits d'indépendance intérieure de chaque république.

Le Secrétariat Général combattra énergiqnement tout attentat dirigé contre les droits de la République Ukrainienne ; il promet son appui aux républiques de Russie franchement démocratiques dans leur lutte contre les usurpateurs du droit.

Si ces bases sont reconnues par toutes les républiques et si celles-ci trouvent sur leur territoire des conditions favorables à l'introduction des libertés politiques, le Secrétariat Général ne verra de son côté aucun obstacle à joindre ses efforts à ceux des autres peuples de Russie pour la formation d'un nouveau gouvernement fédéraliste ; il préparera le terrain pour un bon fonctionnement de la Constituante aussi bien que pour une paix générale et démocratique de l'Europe entière.

Signé : Le Chef du Secrétariat Général : V. Vinnitchenko.
Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères : O. Choulguine.
Le Chef de la Chancellerie : J. Mirny.

Note adressée le 11 décembre 1917 par le Secrétariat général de la République populaire ukrainienne à tous les pays belligérants et neutres.

Le gouvernement de la République populaire ukrainienne porte à la connaissance des Etats belligérants et neutres ce qui suit :

Le troisième « Universal » (manifeste) de la Rada centrale du 7-20 novembre 1917, a proclamé la République populaire ukrainienne et, par cet acte, a défini sa place parmi les nations.

Ayant en vue la formation d'une Union fédérative entre toutes les républiques de l'ancien empire russe, la République populaire ukrainienne, dans la personne du Secrétariat général, choisit actuellement la voie de l'indépendance dans ses relations internationales, jusqu'à l'heure où aura lieu le partage de la représentation internationale entre le gouvernement de la République ukrainienne et le gouvernement fédéral de la future fédération.

En conséquence, le Secrétariat général tient à faire connaître aux Etats et aux peuples de l'univers le point de vue adopté par la République populaire ukrainienne dans les négociations de pays, qui commenceront ces jours-ci à Brest-Litovsk, entre les représentants du Soviet des commissaires du peuple et les gouvernements des Etats en guerre avec la Russie.

Considérant que la guerre actuelle est un grand fléau pour tous les Etats et surtout pour les travailleurs, que les Etats belligérants devraient renoncer à tout anexionnisme et entamer immédiatement des pourparlers de paix, la Rada centrale ou Parlement de la République ukrainienne juge utile de mettre à l'ordre du jour de la république nouvellement créée la question de la paix et de s'en occuper activement.

Après avoir fait ressortir, dans son troisième Universal (manifeste), la nécessité urgente de la paix, la Rada centrale a voulu conclure un armistice et, dans ce but, des représentants du Secrétariat général ont été envoyés sur le front du

sud-ouest et le front roumain, qui ne forment plus aujourd'hui qu'un seul et même front ukrainien, soumis au gouvernement de la République populaire. En même temps, la Rada centrale a chargé le Secrétariat général d'informer les Etats alliés de ces pourparlers, ce qui a été fait en temps et lieu.

Puis, lorsque le Soviet des commissaires du peuple, après entente avec les gouvernements des Etats en guerre avec la Russie, a procédé à l'exécution de l'armistice sur tous les fronts, le Secrétariat général a envoyé ses représentants à Brest-Litovsk, à titre de contrôle et d'information. Le Secrétariat général attire l'attention sur le fait que bien que les représentants des commissaires du peuple aient été avisés de l'arrivée des délégués de l'Ukraine, ils ont signé arbitrairement un armistice général sans avoir consulté, au préalable, le gouvernement de la République populaire.

Or, maintenant que conformément au dernier article des conditions de l'armistice, le Soviet des commissaires du peuple entre en pourparlers de paix avec les gouvernements allemand, austro-hongrois, turc et bulgare, le Secrétariat général déclare, au nom de la République populaire, ce qui suit :

1. Toute la démocratie de l'Etat ukrainien désire la fin de la guerre universelle et l'établissement d'une paix générale.

2. Cette paix doit garantir à chaque nation, dans chaque Etat, même à la plus petite, le droit de décider de son sort.

3. Afin que les peuples puissent se prononcer sincèrement et librement, il faut créer des conditions qui puissent le leur garantir.

4. Par conséquent, toute annexion est inadmissible, soit de vive force, soit par voie de convention : nul territoire ne saurait être annexé de quelque façon que ce soit sans le consentement des habitants.

5. De même pour les contributions qui sont contraires aux intérêts de la classe travailliste du monde entier.

6. Les petits peuples et Etats dévastés par la guerre devront être dédommagés conformément aux règlements établis au congrès de la paix.

7. La République populaire ukrainienne, qui possède actuellement son propre front, doit figurer comme unité indépendante dans les affaires internationales, et prendre part à côté des autres Etats à toutes les négociations de paix, congrès et conférences.

8. Le pouvoir du Soviet des commissaires du peuple ne s'étend pas à tout le territoire de la Russie, en particulier à la République populaire ukrainienne. En conséquence, une paix signée à la suite de pourparlers avec les Etats en guerre avec la Russie ne sera obligatoire pour l'Ukraine que si les conditions de cette paix sont reconnues et signées aussi par le gouvernement de la République populaire.

9. Une paix générale pour toute la Russie ne saurait être conclue par un gouvernement fédératif reconnu par toutes les républiques et régions organisées en Etats. Si un gouvernement de ce genre n'est pas prochainement établi, le droit de conclure la paix au nom de toute la Russie passera aux représentants réunis de toutes les Républiques et régions.

Convaincu de la nécessité d'une paix générale et démocratique, et désireux de la voir s'établir le plus vite possible,

attachant d'autre part une grande importance à toutes les tentatives faites pour y contribuer, le Secrétariat général estime nécessaire d'envoyer ses représentants à la conférence de Brest-Litovsk, persuadé que finalement la paix sera conclue au Congrès international, auquel la République ukrainienne invite tous les belligérants à participer.

Le chef du Secrétariat général :
V. Vinnitchenko.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :
O. Choulguine.

Aux Gouvernements des Républtques fondées sur territoire russe. 19 décembre.

Le Secrétariat Général ou Gouvernement de la République Populaire Ukrainienne s'est employé plus d'une fois pour la cause de l'établissement d'un gouvernement fédéré de toutes les républiques et de toutes les régions jaillies du sol de l'ancien empire russe. Néanmoins jusqu'à présent toutes ses démarches n'ont pas abouti au résultat cherché. Cependant, il est dans l'intérêt des Républiques susnommées d'arriver, si ce n'est à l'établissement d'un gouvernement fédéral, du moins à une entente visant à une action commune au cours des pourparlers de paix qui ont lieu actuellement à Brest-Litovsk.

Voici comment le Secrétariat Général définit dans sa note du 11 décembre adressée aux Etats belligérants et neutres

le pouvoir qui aurait le droit de conclure la paix au nom de toute la Russie.

§ 8. Le pouvoir du Soviet des Commissaires du Peuple ne s'étend pas sur tout le territoire de la Russie et particulièrement sur le territoire de la République Populaire Ukrainienne. Par conséquent une paix signée par la Russie n'engagera l'Ukraine que si les conditions de cette paix sont reconnues et signées par le Gouvernement de la République Populaire Ukrainienne.

§ 9. Une paix générale pour toute la Russie ne saurait être conclue que par un gouvernement (fédératif) reconnu par toutes les républiques et régions organisées en Etats. Si un gouvernement de ce genre n'est pas prochainement établi, le droit de conclure la paix au nom de toute la Russie passera aux représentants réunis de toutes ces républiques et régions.

Le Secrétariat Général propose donc à votre Gouvernement ainsi qu'à ceux des autres Républiques de Russie, d'envoyer immédiatement des représentants à la Conférence de Brest-Litovsk, par voie de Kiev. Si pourtant pour des raisons d'ordre technique, ces représentants ne peuvent partir, le Secrétariat Général vous propose de prendre sur lui la défense temporaire des intérêts de votre République, les confiant à sa délégation à Brest-Litovsk.

Considérant la Conférence de Brest-Litovsk comme préparatoire au Congrès international de la Paix qui décidera définitivement des rapports internationaux concernant aussi bien l'Ukraine que les autres pays intéressés, le Gouvernement de la République Populaire Ukrainienne, tant qu'il n'aura pas reçu la réponse de votre Gouvernement et de

ceux des autres Républiques, ne pourra entrer en pourparlers à Brest qu'au nom seul de la République Ukrainienne et selon ses propres intérêts.

Joignant ci-après le texte intégral de la note sur la question de la paix, nous soulignons encore une fois, considérant que la prolongation de la guerre porterait grand tort aux intérêts de toute la démocratie, aussi bien de l'Ukraine que des autres républiques et régions de la Russie, que le Gouvernement de l'Ukraine vise en même temps à une paix répondant aux intérêts des démocraties de tous les Etats, indépendamment de leur rôle politique et du nombre de leurs habitants.

Le Chef du Secrétariat Général : V. Vinnitchenko.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères : O. Choulguine.

La réception de la délégation française.

Le 22 décembre a eu lieu dans la maison du Secrétaire d'Etat pour les affaires intérieures (rue Institutska, 40) la réception officielle du représentant de la République française auprès du Secrétariat général de la République populaire ukrainienne, général Tabouis. Le représentant de la France était accompagné du vice-consul français, récemment nommé pour Kiev, M. Arquet, et des attachés militaires, colonels Vanieu et Dens.

Les délégués français ont été reçus par le chef du Secrétariat général, V.-K. Vinnitchenko, dans son cabinet, en

la présence du secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, M. O. Choulguine, et d'autres membres du Secrétariat général. Le général Tabouis a adressé au président du Conseil ukrainien les paroles suivantes :

« Monsieur le président du Conseil,

» Désirant confirmer ses intentions amicales envers la République de l'Ukraine, le gouvernement de la République française m'a fait savoir par télégraphe (le seul moyen de communication existant actuellement) qu'il me nommait représentant de la République française auprès du gouvernement de la République de l'Ukraine.

» Voici bientôt un an que je me trouve sur le territoire de l'Ukraine. Pendant ce temps, j'ai eu l'occasion d'étudier l'histoire de l'ancienne Ukraine, j'ai suivi avec attention le développement de son mouvement national et j'ai pu constater les efforts accomplis par la République de l'Ukraine dans le but de créer et d'établir les forces morales et physiques nécessaires à l'organisation d'un Etat. Tout cela, je l'ai suivi avec un intérêt toujours croissant et je suis heureux et fier, Monsieur le président, de voir qu'aujourd'hui cet intérêt n'est pas seulement personnel, car en me nommant son représentant, le gouvernement de la République française approuve ma manière d'agir et m'autorise à poursuivre officiellement les excellentes relations qui se sont déjà établies entre nous. Je vous apporte l'assurance formelle que la France, qui est la première à faire ce geste décisif, soutiendra de toutes ses forces morales et matérielles la République de l'Ukraine dans les efforts qu'elle accomplira pour continuer à marcher dans la voie que se sont tracée les Alliés et qu'ils poursuivront sans hésitation

à l'avenir en pleine connaissance de leurs droits et de leurs devoirs, devant la démocratie du monde entier et de l'humanité.

» Personnellement, je me consacrerai à cette tâche avec toute l'énergie d'un soldat et avec le cœur d'un Français. »

Dans sa réponse, prononcée en français, le président du Conseil des ministres, M. Vinnitchenko, a exprimé toute la satisfaction avec laquelle le gouvernement de l'Ukraine a reçu la nouvelle de la nomination d'un représentant officiel de la France auprès de lui. M. Vinnitchenko a déclaré que le peuple ukrainien apprécierait à sa juste valeur la sympathie que sa libération du joug séculaire et sa volonté de se créer une vie nouvelle sur son propre sol ont rencontrée dans la libre France. « Dans nos cœurs, a ajouté M. Vinnitchenko, l'amitié pour la France républicaine a toujours été très vive et les idéals pour la réalisation desquels la démocratie française a lutté ont toujours été vivants dans la tradition du peuple ukrainien. Le chemin historique, parcouru par le peuple français dans ses aspirations constantes vers les principes de liberté, a toujours servi d'exemple aux peuples dans leurs propres efforts vers la libération. » En terminant, M. Vinnitchenko a salué le général Tabouis comme premier représentant officiel d'un Etat étranger sur le territoire de la République de l'Ukraine, sur le sol même du peuple ukrainien libéré.

Après l'échange de salutations entre le représentant de la République française, général Tabouis, le président du Conseil des ministres, M. Vinnitchenko, et le ministre des Affaires étrangères, M. Choulguine, un entretien a eu lieu entre eux sur les affaires politiques, au cours duquel la

question de la paix a été abordée. Le ministre des Affaires étrangères, M. Choulguine, a fait remarquer que l'Ukraine désirait sincèrement la paix, mais une paix qui répondrait aux intérêts, non seulement de l'Ukraine, mais de la démocratie en général. La reconnaissance officielle de l'Ukraine et de son gouvernement par la République française donne à l'Ukraine l'appui moral qui lui est si nécessaire et qui l'aidera à défendre ses intérêts nationaux au Congrès de la paix.

Le général Tabouis a répondu que la France, comme ses Alliés, désirait la paix, mais une paix qui fournirait une garantie de sa durabilité.

Mission Militaire Française
en RUSSIE

Front S O.

Kiev, le 5/18 Décembre 1917.

Texte des paroles adressées à Monsieur Vinnitchenko, Premier Secrétaire général de la République Ukrainienne, par le Général Tabouis de la Mission Militaire Française au front sud-ouest le 5/18 Décembre 1917.

Les Puissances Alliées n'ont pas encore pris une décision officielle vis-à-vis de l'Ukraine, mais j'ai déjà été chargé de transmettre à M. Choulguine la sympathie des Alliés pour les efforts que fait le Gouvernement Ukrainien dans le but de rétablir l'ordre, de reconstituer une force de résistance et rester fidèle aux Alliés.

J'avais cru de mon devoir de ne pas attendre un Mandat

officiel et de vous demander de m'entretenir avec vous, dans le but de ne pas perdre un temps précieux, de ne pas être pris au dépourvu si le moment venait d'agir, et par suite de préparer les matériaux d'une discussion éventuelle relativement aux secours financiers et techniques que les Alliés pourraient fournir à l'Ukraine pour l'aider dans son œuvre gigantesque d'organisation et de relèvement.

Je suis heureux d'avoir pris cette initiative, car hier soir j'ai reçu ordre de vous inviter, en vue d'une aide financière et technique que la France pourrait apporter à l'Ukraine, à préciser et à faire transmettre à l'ambassade de France au plus tôt, le programme que le Gouvernement Ukrainien pense réaliser et les besoins correspondants.

Par cette démarche que je fais, le premier, vous pouvez vous rendre compte que les sympathies de la France à votre endroit sont réelles et effectives.

TABOUIS.

Légation de France
en ROUMANIE

République Française

Jassy, le 29 Décembre 1917.

Le Ministre de France en Roumanie à Monsieur le Général Tabouis, Commissaire de la République Française en Ukraine.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Français vous a désigné comme Commissaire de la République Française en Ukraine.

Je vous prie de vouloir bien en informer Monsieur le

Secrétaire Général des Affaires Etrangères du Gouvernement Ukrainien, en remettant entre ses mains la présente lettre, qui vous accrédite en cette qualité.

SAINT-AULAIRE.

LE GÉNÉRAL
Commissaire de la République

République Française

Kiev, le 21 Décembre 1917 / 3 Janvier 1918.

Le Général Tabouis, Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne, à Monsieur le Secrétaire Général aux Affaires Etrangères de la République Ukrainienne.

Monsieur le Secrétaire Général.

J'ai l'honneur de vous prier de porter à la connaissance du Gouvernement de la République Ukrainienne, que le Gouvernement de la République Française m'a désigné comme *Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne.*

Je vous demanderai, en conséquence, de bien vouloir me faire savoir quel jour et à quelle heure je pourrai faire au chef du Gouvernement ma visite solennelle de présentation officielle.

Veuillez, Monsieur le Secrétaire Général, agréer l'assurance de ma haute considération.

TABOUIS.

LE GÉNÉRAL
Commissaire de la République

No 11.

République Française

Kiev, le 29/11 Janvier 1918.

Le Général Tabouis, Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne, à Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères du Gouvernement de la République Ukrainienne.

Le 5/19 décembre, dans une entrevue à laquelle assistaient M. Vinnitchenko, Président du Conseil, et les Secrétaires d'Etat aux Affaires Etrangères, aux Finances, au Ravitaillement, aux Voies et Communications, à la Justice, j'ai eu l'honneur de présenter la demande suivante :

(Suit la répétition du texte de la note verbale du général Tabouis du 5 décembre, c'est-à-dire d'une date antérieure à sa nomination comme ministre du gouvernement français auprès de la République ukrainienne.)

Depuis cette date, *la France est entrée en relations officielles avec l'Ukraine.*

Vu la marche rapide des événements et pour éviter toute perte de temps, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire tenir cette réponse aussitôt que possible.

TABOUIS.

Représentant
de la
GRANDE BRETAGNE

A Son Excellence le Président du Conseil des Ministres de la République Nationale Ukrainienne.

Excellence !

J'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique m'a nommé, par la voie télégraphique, la seule possible actuellement, Représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine.

Mon Gouvernement m'a chargé de vous donner l'assurance de sa bonne volonté. Il appuyera de toutes Ses forces le Gouvernement Ukrainien dans la tâche qu'il a entreprise de faire œuvre de bon gouvernement, de maintenir l'ordre et de combattre les Puissances Centrales, ennemies de la Démocratie et de l'Humanité.

En ce qui me concerne en particulier, j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de Vous donner l'assurance de mon entier concours pour la réalisation de Notre idéal commun.

Picton Bagee
Représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine.

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. LAUSANNE.

